

L'ASSASSINAT DE DONALD J. TRUMP

Histoire d'une hystérie collective

INTRODUCTION

Une vague d'hystérie collective sans précédent s'est emparée des États-Unis d'Amérique depuis la candidature de Donald J. Trump à l'élection présidentielle de 2016. Le Président Républicain est accusé de tous les maux et il ne se passe pas un jour sans que ses adversaires politiques et les principaux médias du pays ne trouvent un crime d'envergure à lui imputer.

Si Donald Trump est coupable de crimes pouvant justifier sa destitution, à travers la procédure de *l'impeachment*, encore faut-il que ses crimes soient établis et prouvés au-delà du doute raisonnable. **Énoncer ou dénoncer des crimes ne suffit pas à les établir.** Or, jusqu'à présent, non seulement les crimes reprochés au Président n'ont pu être ni établis ni prouvés, en fait et en droit, mais, comme on s'en rendra compte, ils ont tous les attributs de **crimes imaginaires** inventés par des opposants politiques cherchant à détourner l'attention des médias et des juges de leurs propres méfaits.

Notre but n'est pas de vous convaincre que Donald J. Trump est un bon président ou même un être humain exempt de défauts. Il s'agit de vous **donner des éléments probants à décharge dans un procès permanent, irrationnel et déséquilibré** qui a débordé du jeu politique habituel pour atteindre un niveau de violence qui n'avait pas été vu dans l'arène politique américaine depuis l'épisode du Maccarthysme et l'assassinat de John Kennedy.

Les ressorts cachés de ce procès méritent d'être exposés, non pas pour innocenter politiquement un homme dont il nous importe peu qu'il soit aimable ou pas, mais parce qu'ils portent en eux des menaces sérieuses pour l'avenir des libertés publiques et de la paix civile en Occident.

--

Nos propos seront articulés en cinq parties :

1. **Collusion avec la Russie**
2. **L'affaire ukrainienne et la procédure d'*impeachment***
3. **Le rôle des médias**
4. **Les Démocrates, les Russes et les Ukrainiens**
5. **Propos inopportuns**

Notre présentation prendra la forme d'une plaidoirie introductive visant à présenter les principaux éléments à décharge en faveur du Président américain.

CHRONOLOGIE

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il est nécessaire de faire un bref rappel chronologique des principaux événements qui se sont déroulés depuis le lancement de la campagne pour les présidentielles qui ont vu s'affronter Hillary Clinton et Donald J. Trump :

1. Le 16 juin 2015, Donald J. Trump annonce sa candidature à l'élection présidentielle américaine de 2016.
2. En avril 2016, les Démocrates embauchent la société *Fusion GPS*, spécialisée dans l'*opposition research*, pour chercher et déterrer des dossiers compromettants à l'encontre du candidat Trump.
3. Le 26 mai 2016, Donald J. Trump remporte les primaires républicaines.
4. Le 10 juillet 2016, Seth Rich, un employé du Parti Démocrate est assassiné.
5. Le 22 juillet 2016, juste avant la Convention nationale du Parti Démocrate de 2016, des e-mails compromettants pour Hillary Clinton sont publiés sur le site de *Wikileaks*. Ces e-mails révèlent que la candidate Hillary Clinton a bénéficié de nombreux passe-droits et avantages au détriment de Bernie Sanders au sein des instances du Parti Démocrates dans le cadre des primaires du parti.
6. Le 31 juillet 2016, le FBI, dirigé alors par James Comey, ouvre une enquête contre la Campagne électorale de Donald Trump sur la base des recherches de la société *Fusion GPS* payées par les Démocrates.
7. En [août 2016](#) (puis en [décembre 2016](#)), Julian Assange déclare que les e-mails qu'il a publiés le 22 juillet 2016 n'ont pas été « hackés » par les Russes, mais qu'ils proviennent d'une source interne au Parti Démocrate (autrement dit, les e-mails auraient été « leakés » et non pas « hackés »). Il laisse entendre que la source, à l'intérieur du Parti Démocrate, était Seth Rich, cet employé retrouvé mort de plusieurs balles dans le corps en juillet 2016.
8. Fin octobre 2016, le FBI obtient la permission d'écouter des membres de la Campagne de Donald Trump sur la base des recherches payées par les Démocrates.
9. Le 8 novembre 2016, Donald Trump est élu 45^{ième} Président des États-Unis. Hillary Clinton accuse, notamment, les Russes d'être responsables de sa défaite.
10. Le 9 mai 2017, James Comey, alors Directeur du FBI, est renvoyé par Donald Trump.

11. Le 16 mai 2017, Robert Mueller, ami de James Comey, sollicite le poste de directeur du FBI auprès de Donald Trump. Donald Trump lui répond sur le champ qu'il ne sera pas le prochain Directeur du FBI.
12. Le lendemain, le 17 mai 2017, Rod Rosenstein (Procureur Général Adjoint des États-Unis) nomme Robert Mueller en tant que « *special counsel* » avec pour mission, notamment, d'enquêter pour savoir s'il a existé une coordination entre le gouvernement russe et des personnes associées à la campagne présidentielle de Trump pour avantager ce dernier lors des élections présidentielles de 2016.
13. Le 22 mars 2019, le *Rapport Mueller* est remis au ministère de la Justice. Aucune collusion avec la Russie n'a pu être prouvée, au grand dam des Démocrates qui vont, peu après, changer leur fusil d'épaule et promouvoir un nouveau *storytelling* contre le Président Trump (ce sera « l'affaire ukrainienne »).
14. Le 12 août 2019, l'inspecteur général de la communauté du renseignement, Michael Atkinson, reçoit la plainte anonyme d'un « whistleblower » qui prétend que le Président des États-Unis aurait utilisé les pouvoirs de sa fonction pour solliciter l'ingérence d'un pays étranger dans l'élection américaine de 2020. Nous verrons que ce « whistleblower » est un activiste politique qui ne rapporte aucun témoignage direct et qu'il est proche d'Adam Schiff (président de la commission permanente sur le renseignement de la Chambre des Représentants) qui s'est donné pour mission de destituer le Président en exercice.
15. Le 9 septembre 2019 les commissions du renseignement du Congrès sont officiellement informées de l'existence de la plainte.
16. Le 24 septembre 2019, la présidente de la Chambre des Représentants, Nancy Pelosi, une Démocrate, annonce une enquête formelle de mise en accusation contre le Président en exercice.
17. Le 9 décembre 2019, l'Inspecteur Général publie un rapport d'enquête sur « l'enquête » menée par le FBI à l'encontre de Donald Trump pendant et après la campagne présidentielle de 2016. L'enquête de l'Inspecteur Général met en évidence les pratiques douteuses du FBI dans sa justification puis dans sa gestion des écoutes à l'encontre de la campagne de Donald Trump, puis de sa présidence.
18. Le 18 décembre 2019, Donald Trump est officiellement mis en accusation (*impeached*) par la Chambre des Représentants sous des qualifications (« abus de pouvoir » et « obstruction au Congrès ») qui ne constituent ni un crime ni un délit au regard du droit pénal ou civil américain.
19. Le 5 février 2020, le Sénat acquitte Donald J. Trump par 52 voix contre 48 pour le chef d'accusation d'abus de pouvoir, et par 53 voix contre 47 pour le chef d'accusation d'obstruction au Congrès.

PARTIE 1

COLLUSION AVEC LA RUSSIE

Après un examen minutieux des éléments dont nous disposons à ce jour, nous pouvons affirmer, bien au-delà du doute raisonnable, que :

1. Dès le début, la « *Collusion avec la Russie* » imputée à Donald Trump n'était qu'un *storytelling* fabriqué de toutes pièces par des membres éminents du parti Démocrate, de l'administration Obama sortante, du Département de la Justice, du FBI et de la CIA, afin d'empêcher l'élection de Donald J. Trump, puis, de compromettre et de fragiliser sa présidence, ou même de le destituer, en cas de victoire inattendue.

Bien plus grave que l'affaire emblématique du Watergate, nous sommes ici en présence d'une opération politique¹ orchestrée par un réseau bien établi au plus haut niveau de l'État américain, visant à déstabiliser un candidat, puis un Président, en ayant recours à l'espionnage, à des écoutes illégales, à des financements occultes, à de faux témoignages, à des contrefaçons de documents officiels, à des poursuites judiciaires sans base légale, et à des fuites et mensonges savamment distillés par les principaux médias du pays. Les acteurs (Hillary Clinton, John Brennan², James Comey³, Robert Mueller⁴, James Clapper⁵, Bruce Ohr⁶, Andrew McCabe⁷, Lisa Page⁸, Rod Rosenstein⁹, etc.) sont connus de tous : leurs actions, leurs méthodes et leurs motivations seront exposées ici.

2. Que la quasi-totalité des informations « compromettantes » à l'égard de Donald Trump, sensées l'impliquer dans une collusion avec la Russie, sont issues d'un « **faux dossier** » ou « **Steele dossier** » commandé et payé par le Parti Démocrate et la campagne électorale d'Hillary Clinton à la société *Fusion GPS*.

- Lire le [Steele Dossier](#).
- Lire aussi : [The Secret Source Behind The Anti-Trump Dossier Is Finally Exposed](#).

3. Que la femme de l'un des principaux acteurs du complot au sein du Département de la Justice (Nellie Ohr, épouse de Bruce Ohr, ce dernier étant *associate deputy attorney general* au Département de la Justice, soit le 4^{ème} plus haut fonctionnaire de ce ministère) travaillait pour *Fusion GPS* et qu'elle a contribué à la rédaction du « faux dossier ».

¹ *Crossfire Hurricane* est le nom officiel de cette opération qui a débuté sous l'apparence légale d'une enquête de contre-intelligence menée à l'encontre de l'équipe de Donald Trump par le FBI à partir de juillet 2016 (opération qui a, en réalité, commencé dès 2015 au moment de l'annonce de la candidature de Trump à l'élection présidentielle).

² Il fut Directeur de la CIA entre 2013 et 2017.

³ Directeur du FBI sous Obama.

⁴ Ancien Directeur du FBI, ami de James Comey et Procureur Spécial dans le « *Russiagate* ».

⁵ Directeur du Renseignement National sous Obama.

⁶ Membre de la Division Criminelle du Département de la Justice.

⁷ Ancien vice Directeur du FBI sous Obama et au début de l'administration Trump.

⁸ Juriste au sein du FBI au moment de l'élection présidentielle de 2016.

⁹ Procureur Général Adjoint des Etats-Unis.

- [Lire l'article de John Solomon, paru dans *The Hill*, le 15 août 2019 : *New evidence shows why Steele, the Ohrs and TSA workers never should have become DOJ sources.*](#)
4. Que ce « faux dossier » n'est qu'une compilation de rumeurs¹⁰ et de recherches sur internet dont les éléments importants n'avaient pas été sérieusement vérifiés par ses auteurs (Christopher Steele, un espion anglais ayant travaillé pour le FBI et Glenn Simpson, un ancien journaliste ayant créé la société *Fusion GPS*, société spécialisée dans l'*opposition research*).
- À titre d'exemple, l'on apprend dans ce « faux dossier » que l'un des centres du prétendu complot orchestré par Trump et ses alliés Russes était le consulat russe de Miami, alors que la Russie n'a pas de consulat dans cette ville ! (n'oublions pas, c'est sur le prétendu « sérieux » de ce dossier commandé et payé par les Démocrates qu'une enquête a été diligentée et que des écoutes téléphoniques ont été autorisées à l'encontre des équipes de campagne de Donald Trump en pleine période électorale).
 - Autre exemple : d'après ce « faux dossier », l'avocat de Donald Trump, Michael Cohen, se serait rendu à Prague pour rencontrer d'importantes personnalités russes afin d'obtenir des informations compromettante sur Clinton. Il a été démontré, depuis, que Michael Cohen ne s'était jamais rendu à Prague, ni en République Tchèque, ni en août 2016, comme le prétend le « faux dossier », ni de toute sa vie.
 - D'après l'[IG Report](#) (voir notre point 11 ci-dessous sur le rapport de l'Inspecteur Général des États-Unis, Michael Horowitz), la CIA elle-même avait considéré ce « faux dossier » comme non fondé, non vérifié et le fruit de rumeurs issues d'internet : *« The -FBI- Supervisory Intel Analyst explained that the CIA believed that the Steele election reporting was not completely vetted and did not merit inclusion in the body of the report. The Intel Section Chief stated that the CIA viewed it as 'internet rumor' ».*
5. Que Glenn Simpson, fondateur et dirigeant de *Fusion GPS*, avait déjà écrit **en 2007**, dans les colonnes du *Wall Street Journal*, **un article détaillant le scénario russe ayant des similitudes troublantes avec le contenu du « faux dossier »**, mais sans que Trump n'en soit, à l'époque, le protagoniste principal – autrement dit, le « faux dossier » semble un simple réchauffé d'un scénario élaboré plus d'une décennie plus tôt, avec des objectifs politiques différents (compromettre John McCain, autre personnalité Républicaine).
- Lire l'article publié dans le *Wall Street Journal* en 2007 : [How Lobbyists Help Ex-Soviets Woo Washington.](#)
 - Sur ce sujet, lire l'excellent livre du journaliste d'investigation Dan Bongino, publié en septembre 2019 : [Exonerated.](#)

¹⁰ [IG Report says CIA dismissed Steele Dossier as 'Internet Rumor'.](#)

6. Que ce « faux dossier » est **la source principale, pour ne pas dire exclusive, des enquêtes menées par le FBI, le Congrès américain et le Département de la Justice** contre Donald Trump, et reprise à satiété par tous les médias du monde entier sans qu'aucune analyse critique n'y soit apportée.
7. Que, pour permettre ces écoutes, le Directeur du FBI de l'époque, James Comey, a dû cacher à la *Foreign Intelligence Surveillance Court* (en charge d'autoriser ou de refuser ces écoutes), notamment, les éléments suivants qu'il avait pourtant en sa possession :
 - Les juges n'ont pas été informés que la campagne de Mme Clinton et le Parti Démocrate avaient payé pour les informations utilisées dans la demande de mandat.
 - Les juges n'ont pas été informés que la source du FBI, Steele, avait menti sur de nombreux points faciles à vérifier.
 - Les juges n'ont pas été informés que Steele avait un parti pris connu contre Trump.
 - Les juges n'ont pas été informés que les preuves du FBI n'avaient pas été vérifiées.
 - Les juges n'ont pas été informés de l'existence d'éléments à décharge et exonérateurs pourtant disponibles.
8. Qu'il n'y avait pas, contre Donald Trump, l'once d'un élément de preuve de collusion avec la Russie et que ses procureurs politiques et médiatiques le savaient depuis le début.
 - Rappelons que les prétendues preuves avancées à l'encontre de Donald Trump émanaient du « faux dossier » dont le contenu à charge repose sur des rumeurs non vérifiées et qu'il a été concocté par une société au service du Parti Démocrate.

Que, par conséquent, il était logique et inévitable que Donald Trump soit exonéré (i) de toute collusion avec la Russie et (ii) de toute obstruction à la justice par le *Rapport Mueller*.

- Concernant l'obstruction à la justice, en dépit d'affirmations contraires (qui continuent à ce jour à être répandues par les médias), Donald Trump a bien été exonéré de ce chef d'accusation. Nous montrerons comment Robert Mueller a tenté, illégalement, de laisser planer un doute à cet égard, en contournant la loi et les règles légales portant sur les charges de la preuve et la présomption d'innocence. Autrement dit, les conclusions légales découlant de son Rapport (l'exonération) sont en contradiction avec les explications alambiquées qu'il a avancées pour ne pas reconnaître textuellement l'exonération (en prétendant qu'il n'était pas possible

d'établir l'innocence de Trump à cet égard – voir les développements ci-dessous).

9. Qu'il n'y avait pas de base légale pour engager une telle enquête. Que **légalement, la « collusion » (même si elle avait été avérée) n'est pas un acte répréhensible et qu'elle ne peut donc pas servir de fondement juridique à des poursuites judiciaires.**

Pour se convaincre de l'inanité de cette « enquête », et de son caractère principalement politique, il suffira de se pencher sur l'indigeste *Rapport Mueller* rendu après presque de deux ans d'investigation (de mai 2017 à mars 2019), des centaines d'auditions et plus de 30 millions de dollars dépensés en vain. Une enquête menée par une **troupe d'avocats ouvertement anti-Trump, ayant, pour la plupart, contribué à la campagne électorale d'Hillary Clinton ou ayant servi dans l'administration Obama**, et cherchant, désespérément, des preuves et des motifs d'accusation jusque dans le lit du Président.

- À titre d'exemples, voir cette série de [vidéos](#) de l'audition de Robert Mueller devant le *House Judiciary Committee* particulièrement dommageable pour le sérieux et le caractère non-partisan du *Rapport Mueller* et de son auteur :
 - L'un des intervenants (un Républicain) s'interroge sur la validité légale d'une des conclusions du Rapport d'après laquelle, si Trump n'a, en effet, pas commis de crime, il n'a pas été possible d'établir de manière conclusive son innocence. L'interrogateur s'étonne ainsi que le principe de la présomption d'innocence ne suffise pas à innocenter quelqu'un dont aucun crime n'a pu être établi. Joli rappel d'un principe fondamental du droit largement ignoré par le *Rapport Mueller* dont les auteurs, inventant des règles de droit applicables pour le seul Président Trump, pensaient qu'il fallait établir l'innocence du prévenu si on ne parvenait pas à établir sa culpabilité. Ainsi, pour le 45^{ème} Président des États-Unis d'Amérique, parce qu'il s'appelle Donald J. Trump, l'on invente la notion de « crime potentiel » (c'est-à-dire non prouvé) pour lui refuser la présomption d'innocence auquel tout autre citoyen à droit.
 - Un autre intervenant (Républicain également) s'interroge sur les raisons pour lesquelles Robert Mueller a refusé d'engager des poursuites contre Joseph Mifsud - l'individu qui a déclenché l'enquête du FBI - pour avoir menti au FBI, tout en poursuivant d'autres personnes comme le général Michael Flynn (proche de Trump) et Michael Cohen (ancien avocat de Trump) pour avoir commis le même « crime ». Nous sommes ici en plein « deux poids deux mesures », s'expliquant par une approche partisane de la justice de la part de Robert Mueller et de ses « enquêteurs ».

- Vous apprendrez, également, que le principal enquêteur choisi par Robert Mueller, Andrew Weissmann (*deputy lawyer* et celui qui choisira l'essentiel des membres de l'équipe d'investigation, tous Démocrates, et donnera la direction générale à l'enquête) : (i) était présent à la soirée électorale organisée par Hilary Clinton le jour de l'annonce des résultats de la campagne présidentielle ; (ii) qu'il avait écrit un e-mail en janvier 2017 à Sally Yates (*acting attorney general*) dans lequel il disait qu'il était « si fier » d'elle pour avoir refusé de mettre en œuvre la décision de Trump d'interdire temporairement l'entrée sur le territoire américain aux ressortissants d'un certain nombre de pays. Conclusion : il y avait, sans aucun doute possible, un **conflit d'intérêts de la part d'Andrew Weissmann à participer à une telle enquête contre un Président** pour lequel il semblait éprouver un profond dédain, pour ne pas dire plus.
- Nous détaillerons également les conflits d'intérêts qui auraient dû empêcher que Robert Mueller soit nommé « *Special Counsel* » :
 - La veille de sa nomination en tant que *Special Counsel* (nomination qu'il aurait pu et dû refuser) il était allé voir Donald Trump pour solliciter le poste de directeur du FBI que le Président lui refusera. **Autrement dit, moins de 24h après avoir été éconduit par Donald Trump, Robert Mueller accepte de diriger une enquête contre le Président.**
 - Robert Mueller était un ami de longue date de James Comey (Directeur du FBI remercié par Trump) et entretenait des relations d'affaires étroites avec lui depuis plusieurs décennies : [lire cet article du Washington Examiner](#).
- Nous expliquerons pourquoi Donald Trump ne pouvait pas se rendre coupable d'obstruction à la justice en renvoyant James Comey (l'ami de Robert Mueller) du FBI, l'une des accusations faites à son encontre : la Constitution américaine ([Article 2](#)) donne, en effet, un pouvoir discrétionnaire au Président pour remplacer, sans avoir à en justifier, tout directeur du FBI, si tel est son souhait (il en est de même pour le renvoi d'ambassadeurs, ce qui a également été reproché à Donald Trump).
- Nous soulignerons, enfin, les étonnantes omissions du *Rapport Mueller*, notamment, les suivantes :
 - L'absence de mention de *Fusion GPS* (société pourtant au cœur même du scandale, puisque ses « recherches » ont été payées par le Parti Démocrates et ont été à l'origine de l'imaginaire « Collusion avec la Russie »).
 - **L'absence d'examen des serveurs du Parti Démocrate** : pour mener son « enquête », Mueller est donc parti d'un fait non avéré et

non vérifié (le hacking des serveurs du Parti Démocrate par les Russes, à la demande directe ou indirecte de Trump pour l'aider dans sa conquête de la présidence américaine), se dispensant ainsi d'avoir à prouver les prémisses d'un crime qui n'a peut-être jamais eu lieu.

Ne serait-il pas étonnant de voir un juge d'instruction se lancer dans une enquête pour meurtre contre un présumé assassin alors que personne ne sait si une victime est morte ou a même disparu ? Les Démocrates ont crié au crime, et Mueller s'est satisfait de ce bruit pour déclencher la fureur de ses « enquêteurs » contre sa proie politique.

Nous montrerons aussi que (i) le Parti Démocrate a refusé que ses serveurs soient examinés par le FBI (qui souhaitait vérifier s'ils avaient été « hackés » - mais ce dernier n'a pas beaucoup insisté pour les obtenir) et (ii) a confié l'examen de ses serveurs à une société proche de ses intérêts, l'entreprise CrowdStrike. **Ce sont les dires mêmes de cette société privée, payée par le Parti Démocrate, dires non vérifiés par une quelconque instance judiciaire indépendante, qui ont été acceptés sans broncher par les « enquêteurs » de l'équipe Mueller comme preuve définitive et absolue que les serveurs du Parti Démocrate avaient été « hackés » par les Russes.**

- Lire le [Rapport Mueller](#).
- Lire également cet article de Glenn Greenwald (ancien journaliste pour *The Guardian*, peu suspect de sympathies pour le Président Trump) qui **recense 10 « fake news » concernant le Russiagate**, paru le 20 janvier 2019 dans *The Intercept* : [Beyond BuzzFeed: The 10 Worst, Most Embarrassing U.S. Media Failures on the Trump-Russia Story](#).
- Pour aller plus loin : une [vidéo](#) et un [document](#) dressant un contre-portrait de Robert Mueller (loin du personnage respectable qui nous a été donné à voir et à lire dans la presse *mainstream*).

10. Que, n'arrivant pas à dénicher un crime là où il n'y en avait pas, Robert Mueller et son équipe s'en sont pris à des conseillers de Donald Trump et après avoir fait pression sur eux pour qu'ils dénoncent leur « boss » et, n'arrivant pas à leur extorquer des aveux compromettant à son encontre, leur ont trouvé des « crimes » sans aucun rapport avec le Président, pour les jeter en prison (et, quelques fois, comme pour Paul Manafort, ancien directeur de campagne de Trump, leur réserver les prisons les plus difficiles du pays et/ou les mettre à l'isolement sans raison valable) et les ruiner financièrement dans le but évident de les briser physiquement et psychologiquement pour les retourner contre la cible principale de l'enquête.

- À titre d'exemple, nous détaillerons la technique utilisée par Robert Mueller pour essayer d'extorquer des accusations de la part des témoins à l'encontre de Trump : technique utilisée par le FBI (notamment, sous la houlette de James Comey) qui consiste à faire parler les témoins le plus possible sur des sujets très variés avec des questions très précises et à ensuite essayer de trouver des contradictions (même les plus vénielles) dans les propos des personnes interrogées pour pouvoir les accuser d'avoir menti et de s'être rendus coupables de fausses déclarations (il s'agit essentiellement d'oubli ou de simple erreur dans des dates ou des propos anciens) pour leur promettre des années de prison à moins qu'ils chargent telle ou telle personne des crimes qu'on souhaite les voir endosser. Robert Mueller, s'est rendu célèbre pour avoir utilisé à outrance cette tactique lorsqu'il était directeur du FBI (et avoir ainsi envoyé des personnes innocentes de tout crime sérieux en prison pour s'être simplement trompé dans leurs multiples déclarations).
- Nous montrerons comment la justice a été instrumentalisée pour atteindre l'entourage du Président en examinant en détail l'affaire « Roger Stone ». Nous montrerons comment cet ancien conseiller du Président peut risquer des années de prison pour des faits véniels et être traité par la justice de son pays bien plus sévèrement que feu l'ami de Bill Clinton, Jeffrey Epstein.
 - Lire : [*The Trial of Roger Stone*](#)
- Il sera intéressant de montrer que, par contraste, la principale conseillère d'Hillary Clinton (lorsque cette dernière était en charge des affaires étrangères sous la présidence d'Obama), Huma Abedin, coupable de crimes bien plus graves que ceux reprochés à Roger Stone, n'a pas fait l'objet du même traitement de la part du FBI dirigé par James Comey. Elle a, au contraire, bénéficié d'une clémence très suspecte (tout comme sa patronne).
- Sur l'arrestation de Roger Stone, filmée par CNN (donc prévenu à l'avance par quelqu'un proche de l'enquête), qui ressemble à un raid normalement réservé aux membres des cartels de la drogue ou à de dangereux terroristes (des dizaines d'agents du FBI et la présence d'hélicoptères, armes d'assaut utilisées, maison encerclée, etc.), voir cette [vidéo](#).
- Enfin, nous montrerons que Robert Mueller et son équipe se sont rendus coupables de tentatives de subornation de témoins à plusieurs reprises dans le but explicite de fabriquer des accusations sans fondement contre le Président Trump.
- Sur la corruption au sein du FBI et du Département de la Justice, lire, notamment, les livres suivants :
 - [*Licensed to lie: Exposing Corruption in the Department of Justice*](#) de Sidney Powell, 2014.

- [Compromised : How money and Politics drive FBI corruption](#) de Seamus Bruner, 2018.

11. Que le rapport publié par l'Inspecteur Général (« *IG Report* »), le 9 décembre 2019, portant sur l'enquête menée par le FBI contre Donald Trump et sa campagne, relève, de la part du FBI, de très graves et répétés manquements aux règles habituelles présidant aux demandes d'écoutes téléphoniques (devant la *Foreign Intelligence Surveillance Court*) dans le cadre d'une enquête menée par ses services :

- À titre d'exemple : dans sa demande d'écoute (on devrait dire d'espionnage) d'un membre de la campagne présidentielle de Trump, le FBI, qui s'appuie presque exclusivement sur le fameux « faux dossier », a **omis de mentionner l'information, qu'il avait en sa possession, que Christopher Steele (l'auteur du dossier) avait été payé par la campagne d'Hillary Clinton et par Glenn Simpson (dirigeant de *Fusion GPS*) et que Steele était « désespérément » désireux de voir Trump battu aux élections.** Cette simple information aurait du suffire pour que la cour refuse l'autorisation des écoutes, tant la demande était manifestement basée sur des informations partisanses.
- Lire l'[IG Report](#).
- Écouter les dépositions de l'Inspecteur Général, Michael Horowitz, détaillant les graves manquements du FBI au cours de ladite procédure : [C-Span](#).
- Écouter [l'analyse de Bill Barr](#) (*Attorney General* des États-Unis) sur l'*IG Report*.
- Lire cet article du journaliste Glenn Greenwald (peu amène à l'égard de Trump en général) détaillant les dessous de ce scandale d'espionnage dont Trump a été la victime : [The Inspector General's Report on 2016 FBI spying reveals a scandal of historic magnitude : not only for the FBI but also the U.S. media](#).
- Lire également cet article assez complet sur le sujet, en date du 12 décembre 2019, du journaliste d'investigation Gregg Jarrett : [« IG Horowitz hearing exposes deliberate FBI misconduct in investigating Trump campaign »](#).

12. Que des membres hauts placés du FBI et du Département de la Justice (dont Rod Rosenstein qui a nommé Robert Mueller *Special Counsel*) ont étudié sérieusement la possibilité de destituer le Président sur la base de l'article 25 de la Constitution, autrement dit, sur le fondement de son incapacité prétendue à assumer sa charge. Nous montrerons comment les médias ont relayé cette hypothèse en la présentant sous des jours positifs et en s'appuyant sur des

rapports d'experts en psychiatries dénonçant l'instabilité psychique et le caractère dangereux du Président Donald J. Trump.

13. Que **ces mêmes membres du FBI et du Département de la Justice ont sauvé, à plusieurs reprises, Hillary Clinton de poursuites judiciaires** dans des affaires bien réelles et qui auraient sans doute dû conduire la candidate Démocrate en prison :

- Sur ce sujet, lire le livre ou voir le documentaire [Clinton Cash](#).
- Nous évoquerons les affaires suivantes, impliquant les Clinton :
 - L'affaire *Whitewater & Cattle Futures* : nous trouverons déjà dans les arcanes de cette affaire les noms de James Comey, Rod Rosenstein et même celui de la société Fusion GPS.
 - **L'affaire Uranium-One : une affaire de corruption mêlant le clan Clinton, la Clinton Foundation et le gouvernement russe dans le cadre de la vente d'uranium américain à la Russie sous la présidence de Barak Obama. Dans cette affaire hors norme, nous recentrerons de nombreux acteurs du Russiagate et de l'affaire ukrainienne. Nous verrons comment la Russie a pu acquérir Uranium-One et comment cette transaction a permis aux Clinton et à leur Fondation d'engranger des dizaines de millions de dollars.**
 - Lire le livre du journaliste d'investigation John Solomon pour découvrir en détail cette affaire : [Fallout: Nuclear Bribes, Russian Spies, and the Washington Lies that Enriched the Clinton and Biden Dynasties](#)
 - Voir la vidéo suivante sur le même sujet : [ICI](#)
 - L'affaire *Benghazi*.
 - L'affaire *des serveurs privés* et des 30 000 e-mails effacés : c'est grâce à James Comey, le Directeur du FBI, qu'Hillary Clinton a échappé, en 2016, en plein cœur de la campagne pour les présidentielles, à des poursuites pénales dans cette affaire. Dans le cadre de cette affaire, **Hillary Clinton s'est rendue coupable de fausses déclarations, de destructions de preuves et de multiples refus de coopérer**. Malgré cela, elle sera blanchie par le Directeur du FBI qui n'en avait pourtant pas le pouvoir légal.
 - La fraude électorale au sein du Parti Démocrates lors des primaires précédant l'élection présidentielle de 2016 au détriment de Bernie Sanders. C'est d'ailleurs cette fraude qui a poussé de nombreux Démocrates à ne pas voter en faveur d'Hillary Clinton en novembre 2016 (en s'abstenant ou même en votant en faveur de Trump). Il est plus commode pour les

partisans d'Hillary Clinton d'accuser les Russes de sa défaite que de reconnaître ses erreurs, sinon ses crimes.

- Pour un compte-rendu de ces fraudes, lire cet article paru dans *The Guardian* le 11 juin 2018, de Heather Gautney : [*Dear Democratic party: it's time to stop rigging the primaries*](#)
- Plus largement, nous montrerons comment **le clan Clinton (et ses ramifications avec les clans Biden et Kerry) a réussi à placer des fidèles à tous les échelons importants du FBI, du Département de la Justice, de la CIA et de l'ensemble des agences de renseignement du pays, au cours de ses nombreuses décennies passées au cœur du pouvoir politique américain. Nous montrerons que ses « pions » au sein de ces principales institutions américaines continuent à protéger ce clan de toute action judiciaire sérieuse**, tandis qu'ils refusent obstinément et illégalement de répondre aux directives de leur supérieur en chef, le Président Donald J. Trump. Si Trump a un allié à la tête du Département de la Justice, en la personne de Bill Barr, ce dernier ne semble pas être en capacité de mener à bien des enquêtes débouchant sur des inculpations à l'encontre de ceux qui ont instrumentalisé les institutions américaines à des fins politiques dans l'affaire russe ou ukrainienne.

--

PARTIE 2

L’AFFAIRE UKRAINIENNE ET LA PROCEDURE D’IMPEACHMENT

Ici aussi, un examen minutieux des faits, nous permet d’affirmer :

14. Que le *storytelling* ukrainien, qui a remplacé l’inexistante « *Collusion avec la Russie* », est vide de tout crime et qu’il suffit, pour s’en convaincre, de lire intégralement **la retranscription de la conversation entre le Président américain et le Président ukrainien** au centre des débats : ni corruption, ni chantage, ni pression d’aucune sorte.
15. Que la retranscription de cette conversation téléphonique révèle que les accusateurs (menés par le Représentant Démocrate Adam Schiff¹¹) ont **outrageusement menti (en fabriquant un faux) sur le contenu de cette conversation** avant que celui-ci ne soit rendu public (ce à quoi ne s’attendaient pas les Démocrates). Qu’à l’origine de la procédure d’*impeachment*, il y a donc une **conversation compromettante inventée de toutes pièces** par les « ennemis » politiques du Président Trump.

- Lire cette [retranscription](#).
- Sur le texte inventé par Adam Schiff pour justifier la procédure d’*impeachment* (pourquoi, d’ailleurs, inventer le contenu d’une conversation si la version originale pouvait suffire à poursuivre le Président en raison de sa nature compromettante ?) : voir cet article paru dans [The Federalist](#).
- Voici l’un des passages de la partie inventée et prêtée au Président américain par Adam Schiff :

“I have a favor I want from you though. And I’m going to say this only seven times, so you better listen good. I want you to make up dirt on my political opponent, understand?”

- Voici les paroles du Président telles qu’elles ont été officiellement retranscrites (important à noter : les Démocrates n’ont pas remis en cause le caractère véridique de cette retranscription) :

« I would like you to do us a favor though because our country has been through a lot and Ukraine knows a lot about it. I would like you to find out what happened with this whole situation with Ukraine, they say CrowdStrike... I guess you have one of your wealthy people... The server, they say Ukraine has it. There are a lot of things that went on, the whole situation. I think you’re surrounding yourself with some of the same people. I would like to have the Attorney General call you or your people and I would like you to get to the bottom of it. As you saw yesterday, that whole nonsense

¹¹ Député Démocrate, il préside le *House Intelligence Committee* qui mène la charge contre le Président Donald Trump.

ended with a very poor performance by a man named Robert Mueller, an incompetent performance, but they say a lot of it started with Ukraine. »

On comprend, à la lecture de la retranscription, que Donald Trump **ne demande pas une faveur consistant à chercher de sombres affaires sur son opposant potentiel** (ce qui n'est même pas illégal), mais à enquêter sur l'origine du hacking dont aurait pu être victime le Parti Démocrate lors de la campagne électorale de 2016 (hacking du serveur des Démocrates qui aurait été à l'origine du scandale des e-mails d'Hillary).

16. Que dans l'affaire ukrainienne, nous retrouvons les mêmes acteurs que dans le *Russiagate* et que, par conséquent, nous pouvons affirmer que **le *Russiagate* et l'affaire ukrainienne ne sont que les deux faces d'une même histoire.**
17. Que celui que les Démocrates et les médias présentent, dans l'affaire ukrainienne, comme un ***whistleblower***, n'en n'est pas un, mais qu'il est **un activiste politique** impliqué, depuis le début, dans la tentative de déstabilisation du candidat, puis du Président, Donald J. Trump.
18. Que les Démocrates refusent de révéler son nom sous des prétextes fallacieux (par exemple : le protéger de possibles pressions, alors que son identité est connue de tous).
19. Qu'il s'agit, en réalité, de refuser à la défense la possibilité de confronter publiquement son principal accusateur. Nous sommes ici en présence d'une violation grave des droits de la défense qui ne semble pas chagriner les médias.
20. Que tous les « témoins » mis en avant dans la procédure dite « *d'impeachment* » par les Démocrates, n'ont apporté aucun fait répréhensible dont le Président aurait pu se rendre coupable, mais **seulement des opinions, des sentiments, des rumeurs, des ouï-dire ou des suppositions**, ce qui n'a pas empêché CNN, MSNBC ou CBS de titrer en continu que les témoins apportaient tous les jours la preuve irréfutable d'un *quid pro quo* et que le Président Trump était « définitivement » (encore une fois) fini.
 - À titre d'exemple, nous exposerons le traitement médiatique choisi par CNN pour rapporter les propos contradictoires de l'ambassadeur US auprès de l'Union européenne, Gordon Sondland, « témoin » vedette de l'accusation : après avoir affirmé dans son « *opening statement* » qu'il y avait un *quid pro quo* (un échange de bons procédés illégal) entre le Président Trump et le Président ukrainien, **son témoignage s'est effondré par la suite lorsqu'il a ajouté qu'il avait « présumé » qu'il y avait un *quid pro quo*, mais qu'il n'en avait aucune preuve.** Pendant deux jours CNN titrera, néanmoins, que la preuve d'un *quid pro quo* avait été apportée par l'ambassadeur, sans jamais faire part de son revirement spectaculaire et de l'absence totale de preuve pouvant étayer ses premiers propos. Les médias du monde entier relaieront cette vision tronquée de la réalité sans revenir sur leur présentation des faits.

- Voir également cette importante [vidéo](#) montrant **Gordon Sondland déclarant que, lors d'une conversation avec le Président, celui-ci lui avait clairement déclaré qu'il ne voulait aucun *quid pro quo***. Cette déclaration de Gordon Sondland, contredisant ses premiers propos, est largement ignorée par les médias qui continuent, à ce jour, à ne rapporter que les premiers dires de l'ancien ambassadeur plus conformes à leur *storytelling* défavorable à Trump.

21. Que les organisateurs de cette procédure *d'impeachment* ont sciemment réduit à la portion congrue les droits de la défense, au mépris des règles suivies jusqu'alors dans les procédures *d'impeachment* menées, auparavant, contre d'autres Président américains (notamment, Richard Nixon et Bill Clinton) :

- Auditions à huis-clos dans les sous-sols de la Chambre des Représentants, à la discrétion des Démocrates pour certains « témoins » interdits de s'exprimer publiquement.
- **Impossibilité pour les Républicains d'appeler les témoins de leur choix et d'interroger le « whistleblower » à l'origine pourtant de cette nouvelle affaire : autrement dit, impossibilité pour eux de confronter le principal accusateur du Président Trump – sous prétexte qu'il faudrait protéger ce « témoin », alors même que tout le monde connaît son identité.**
 - Voir le document suivant pour une liste, non exhaustive, de témoins que les Républicains ont voulu interroger dans le cadre de la procédure *d'impeachment*, mais que les Démocrates ont refusé d'appeler : [Lettre de Devin Nunes du 9 novembre 2019 adressée à Adam Schiff](#).
- **Impossibilité pour le Président d'être représenté par un avocat.**
- **Impossibilité pour le Président et/ou ses avocats de contre-interroger les « témoins » à charge.**
- Communication tardive de pièces « incriminantes » à la défense (quelques fois plusieurs milliers de pages) la veille des auditions, mettant cette défense dans l'impossibilité matérielle d'examiner les pièces présentées.
- Publications ou fuites des témoignages non publics selon le bon vouloir des Démocrates, etc.
- Sur ce sujet, voir la Partie III du document publié par les Républicains de la Chambre des Représentants en décembre 2019 : [Report of evidence in the democrats' impeachment inquiry in the house of representatives](#).

22. Que les articles d'*impeachment* finalement votés par les Démocrates sont la preuve que les crimes qui étaient reprochés à Donald Trump n'existaient tout simplement pas :

- **Ainsi a disparu l'accusation principale de « corruption »** (le fameux « *quid pro quo* ») dont il nous a pourtant été assuré, pendant des semaines et des semaines, que les preuves de son existence étaient plus que nombreuses, définitives et irréfutables.
- **Ainsi a disparu l'accusation « d'obstruction à la justice »** dont on disait qu'il y avait tant de preuves que la messe était dite.
- **Autrement dit, les deux qualifications juridiques qui avaient été retenues pendant la procédure d'*impeachment* n'ont pas été jugées assez solides par l'accusation elle-même et ont été remplacées par deux qualifications politiques au contenu vague (voir ci-dessous) au moment de la rédaction finale de l'acte d'accusation.**

23. Que les charges très générales finalement retenues contre le Président américain (puisque'il était impossible de lui attribuer un crime ou un délit clairement défini), « **l'abus de pouvoir** » et « **l'obstruction au Congrès** », ne reposent sur aucun élément factuel ou légal tangible :

- **« L'abus de pouvoir » :**
 - Il est principalement reproché à Donald Trump d'avoir demandé une faveur en faisant pression sur le Président ukrainien en mettant en réserve une aide militaire afin d'obtenir des informations compromettantes à l'égard de Joe Biden.

Nous montrerons : (i) qu'il n'y a jamais eu de pression exercée ; (ii) que l'aide n'a pas été mise en réserve pour faire pression sur le Président ukrainien ; (iii) que ce dernier ne s'est jamais senti menacé ; (iv) qu'il n'y a aucun autre élément que la fameuse conversation pour appuyer les accusations d'abus de pouvoir.

- « *Do us a favor* » : cette expression utilisée par Donald Trump dans sa conversation avec le Président ukrainien (vous noterez, d'ailleurs, qu'il n'a pas dit « *do me a favor* ») a été avancée comme étant la preuve que le Président américain avait exigé de son homologue qu'il « *déterre de la merde* » (« *dig out dirt* ») sur son opposant potentiel et avait commis, ainsi, un « abus de pouvoir ». La transcription de la conversation avec le Président ukrainien ne dit pourtant rien de tel. **La « faveur » en question consistait à demander de l'aide afin de faire la lumière sur le possible hacking du serveur du Parti Démocrate aux cours des élections de 2016.**

Bien après, au cours de la conversation, le Président dit ceci :

« *The other thing, there's a lot of talk about Biden's son, that **Biden stopped the prosecution and a lot of people want to find out about that, so whatever you can do with the Attorney General would be great.** Biden went around bragging that he stopped the prosecution so if you can look into it... It sounds horrible to me.* »

En quoi est-il anormal pour un Président de demander à ce que la lumière soit faite sur des allégations précises de corruption impliquant l'ancien Vice-Président ? **Surtout si aucune pression ni aucun chantage ne sont exercés à l'encontre de son interlocuteur pour obtenir les informations en question.**

À ce stade, nous avons cinq remarques à faire :

- En quoi le fait d'être un candidat à une élection présidentielle (c'était le cas de Joe Biden) devrait vous permettre d'échapper à la justice lorsque des faits graves et concordants existent à votre encontre ?
- Donald Trump n'a jamais demandé à créer un « faux dossier », à inventer des faits répréhensibles, à mentir sur des déclarations pour déstabiliser son opposant comme les Démocrates l'ont fait impunément. Pourquoi, ni les médias ni les juges ne semblent s'intéresser aux actions douteuses des Démocrates ?
- Pour les Démocrates, espionner un candidat Républicain à l'élection présidentielle sur la base d'une autorisation non fondée et d'un « faux dossier » manifeste, n'est pas une **interférence illégitime dans le cours d'une élection** : les Démocrates et les principaux médias semblent jouer ainsi aux aveugles quand cela les arrange. Nous avons ici, devant nos yeux, la **stratégie de l'inversion accusatoire** mise en œuvre avec brio pour servir de contrefeux face à des accusations fondées en fait et en droit contre les Démocrates (voir la Partie 3 ci-dessous).
- Si Donald Trump pouvait être destitué sur cette base, plus aucun Président américain ne pourrait échapper à des accusations identiques. **Les Démocrates auront ainsi réussi à détruire la présidence américaine en émasculant son titulaire.** Les Républicains s'en souviendront sans doute quand ils seront dans l'opposition. Nous montrerons qu'aucun des 5 derniers Présidents américains (Obama inclus) n'aurait pu échapper à l'accusation d'abus de pouvoir ainsi définie par les Démocrates dans leur procédure d'*impeachment* contre Donald J. Trump.

- Joe Biden s'est bien rendu coupable d'abus de pouvoir et d'obstruction à la justice en exigeant du Président ukrainien qu'il renvoie le procureur enquêtant sur son fils. Obama, en laissant ainsi agir son vice-président s'est rendu complice de Joe Biden. Si Trump avait, à son tour, couvert les agissements de l'ancien vice-président, en ne demandant pas à ce que la lumière soit faite sur ces allégations de pression et de corruption (pour obtenir une faveur personnelle) à l'encontre d'un État étranger, il aurait pu, pour le coup, être accusé d'avoir, lui aussi, été complice d'abus de pouvoir et d'obstruction à la justice en laissant sans réponse judiciaire des actes manifestement illégaux au regard des lois américaines et ukrainiennes.

- **« L'obstruction au Congrès »** : Parce que le Président aurait (en partie) refusé de coopérer avec l'enquête tronquée de la Chambre des Représentants, sous domination Démocrate, « enquête » à laquelle il ne voulait pas donner de légitimité, ce qu'elle n'avait pas, et dont la procédure ad hoc concoctée par les Démocrates ne respectait manifestement pas les droits de la défense (pourquoi, en effet, coopérer avec une procédure dans laquelle on vous refuse le droit de confronter votre principal accusateur, le fameux *whistleblower* ?), il se serait rendu coupable d'obstruction ? Nous laissons chacun apprécier la validité d'une telle accusation.

En outre, on peut remarquer qu'il s'agit d'une accusation postérieure à la procédure d'*impeachment* : autrement dit, la seconde accusation retenue n'a émergé qu'au cours de la procédure et ne pouvait pas être reprochée au Président pour entamer celle-ci.

Enfin, pour obtenir les documents de la part de la Maison Blanche qu'elle souhaitait examiner, les Démocrates auraient pu saisir les tribunaux compétents (comme cela avait été le cas à l'époque de Nixon) pour forcer le Président à les délivrer. Le Président était dans son droit d'attendre que des tribunaux statuent sur la légalité des demandes des Démocrates. Mais, les Démocrates, pressés d'*impeacher* le Président avant Noël, ont préféré prétendre que le Président avait ainsi commis une obstruction au Congrès, ce qui leur permettait de présenter un second chef d'accusation bien commode.

- **Que « l'abus de pouvoir » et « l'obstruction au Congrès » n'ont jamais été définis comme des crimes ou des délits par la Constitution américaine, ni par aucune loi applicable sur le territoire américain.** Que, par conséquent, les accusations, à la base de la procédure d'*impeachment*, n'ont pas de fondement légal, sont sans doute anticonstitutionnelles et qu'elles recouvrent une signification subjective laissée, ici aussi, à l'appréciation partisane des Démocrates.

➤ Sur le sujet plus général de la procédure d'*impeachment* appliquée à Trump, il est intéressant et passionnant de [lire](#) et [d'écouter](#) les propos de Jonathan Turley, professeur de droit à l'Université de George Washington et spécialiste des questions d'*impeachment* :

- Citons d'abord quelques phrases de Jonathan Turley pour saisir le contexte de son intervention :
 - *"I have spent decades writing about impeachment and presidential powers as an academic and as a legal commentator."*
 - ***"I am not a supporter of President Trump. I voted against him in 2016, and I have previously voted for Presidents Clinton and Obama...I have been highly critical of President Trump, his policies, and his rhetoric..."***
 - ***"Today, my only concern is the integrity and coherence of the constitutional standard and process of impeachment."***
 - ***"I am concerned about lowering impeachment standards to fit a paucity of evidence and an abundance of anger."***

Voir l'[Opening Statement](#) de Jonathan Turley devant le *House Judiciary Committee* le 4 décembre 2019.

- Voyons, maintenant, quelques développements proposés par Jonathan Turley portant directement sur la procédure d'*impeachment* et issus de son [Mémoire](#) (*Written Statement*) en date du 4 décembre 2019 destiné à la Chambre des Représentants (plus précisément à son *Committee on the Judiciary*) :

Page 22 : *"A comparison of the current impeachment inquiry with the three prior presidential inquiries puts a few facts into sharp relief. First, **this is a case without a clear criminal act and would be the first such case in history if the House proceeds without further evidence.** In all three impeachment inquiries, the commission of criminal acts by Johnson, Nixon, and Clinton were clear and established. With Johnson, the House effectively created a trapdoor crime and Johnson knowingly jumped through it. The problem was that the law—the Tenure in Office Act—was presumptively unconstitutional and the impeachment was narrowly built around that dubious criminal act. With Nixon, there were a host of alleged criminal acts and dozens of officials who would be convicted of felonies. With Clinton, there was an act of perjury that even his supporters acknowledged was a felony, leaving them to argue that some felonies "do not rise to the level" of an impeachment. Despite clear and established allegations of criminal acts committed by the president, narrow impeachments like Johnson and Clinton have fared badly. **As will be discussed***

further below, the recently suggested criminal acts related to the Ukrainian controversy are worse off, being highly questionable from a legal standpoint and far from established from an evidentiary standpoint.”

Page 24 et 25 : ***“While the House Intelligence Committee hearings began with references to “abuse of power” in the imposition of a quid pro quo with Ukraine, it ended with repeated references to the elements of bribery. After hearing only two witnesses, House Speaker Nancy Pelosi declared witnesses offered “devastating” evidence that “corroborated” bribery. This view was developed further by House Intelligence Committee Chairman Adam Schiff who repeatedly returned to the definition of bribery while adding the caveat that, even if this did not meet the legal definition of bribery, it might meet a prior definition under an uncharacteristically originalist view: “As the founders understood bribery, it was not as we understand it in law today. It was much broader. It connoted the breach of the public trust in a way where you're offering official acts for some personal or political reason, not in the nation's interest.”***

“If this Committee elects to seek impeachment on the failure to yield to congressional demands in an oversight or impeachment investigation, it will have to distinguish a long line of cases where prior presidents sought the very same review while withholding witnesses and documents. Take the Obama administration position, for instance, on the investigation of “Fast and Furious,” which was a moronic gunwalking operation in which the government arranged for the illegal sale of powerful weapons to drug cartels in order to track their movement. One such weapon was used to murder Border Patrol Agent Brian Terry, and Congress, justifiably so, began an oversight investigation. Some members called for impeachment proceedings. But President Obama invoked executive privilege and barred essential testimony and documents. The Obama Administration then ran out the clock in the judiciary, despite a legal rejection of its untenable and extreme claim by a federal court. During its litigation, the Obama Administration argued the courts had no authority over its denial of such witnesses and evidence to Congress. In Committee on Oversight & Government Reform v. Holder, Judge Amy Berman Jackson, ruled that “endorsing the proposition that the executive may assert an unreviewable right to withhold materials from the legislature would offend the Constitution more than undertaking to resolve the specific dispute that has been presented here. After all, the Constitution contemplates not only a separation, but a balance, of powers.” The position of the Obama Administration was extreme and absurd. It was also widely viewed as an effort to run out the clock on the investigation.”

Page 47 : “Even though every presidential impeachment has been founded on criminal allegations, it is possible to impeach a president for non-criminal acts. Indeed, some of the allegations contained in the articles of impeachment against all three presidents were distinctly non-criminal in character. **The problem is that we have never impeached a president solely or even largely on the basis of a non-criminal abuse of power allegation.** There is good reason for that unbroken record. Abuses of power tend to be even less defined and more debatable as a basis for impeachment than some of the crimes already mentioned. Again, while a crime is not required to impeach, clarity is necessary. In this case, there needs to be clear and unequivocal proof of a quid pro quo.”

Pages 48 et 49 : “Presidents often put pressure on other countries which many of us view as inimical to our values or national security. Presidents George W. Bush and **Barack Obama reportedly put pressure on other countries not to investigate the U.S. torture program or seek the arrest of those responsible.** President Obama and his staff also reportedly pressured the Justice Department not to initiate criminal prosecution stemming from the torture program. Moreover, presidents often discuss political issues with their counterparts and make comments that are troubling or inappropriate. However, contemptible is not synonymous with impeachable. Impeachment is not a vehicle to monitor presidential communications for such transgressions. That is why making the case of a quid pro quo is so important – a case made on proof, not presumptions. While critics have insisted that there is no alternative explanation, it is wilful blindness to ignore the obvious defense. **Trump can argue that he believed the Obama Administration failed to investigate a corrupt contract between Burisma and Hunter Biden. He publicly called for the investigation into the Ukraine matters. Requesting an investigation is not illegal** any more than a leader asking for actions from their counterparts during election years.”

24. Qu’il sera, en revanche, aisé de démontrer, notamment sur la base d’éléments déjà évoqués ci-dessus, que **les Démocrates de la Chambre des Représentants ont commis de nombreux abus de pouvoir et de nombreuses obstructions au Congrès** tout au long de la procédure d’*impeachment*.

--

PARTIE 3

LES DÉMOCRATES, LES RUSSES ET LES UKRAINIENS

Tous les éléments factuels mis en lumière à ce jour tendent à démontrer :

25. Que, plus étonnant encore, et sans doute bien plus grave, **tous les crimes imaginaires qui ont été reprochés au Président Donald J. Trump, ont, en revanche, bien été commis par Hillary Clinton et des personnalités proches des réseaux Clinton ou du parti Démocrate** (de James Comey à John Brennan en passant par Obama¹²) :

- Oui, il y a eu **collusion, mais entre le clan Hillary et des agents Russes et Ukrainiens** pour monter un « faux dossier » contre Donald Trump, bien avant l'élection présidentielle. Cette collusion avérée (et dont nous détaillerons les éléments probants et factuels) ne semble pourtant gêner aucun journaliste ni aucun Démocrate et le simple fait de l'évoquer vous fait prendre le risque de vous faire traiter d'agent au service de la Russie.
 - Lire l'article suivant du journaliste d'investigation, John Solomon : [*The Case for Russia collusion ... against the Democrats*](#)
- Oui, il y a eu « *quid pro quo* » en Ukraine, mais ce fut lorsque le vice-président **Joe Biden, alors en charge du dossier ukrainien (Ukraine point man du Président Obama), a fait pression sur le Président Petro Poroshenko pour qu'il mette fin à une enquête visant directement son fils, Hunter Biden**, qui recevait plus de 80 000 dollars par mois pour siéger à distance au Conseil d'Administration d'une entreprise (*Burisma*) appartenant à un oligarque ukrainien cherchant à échapper à la justice de son pays qui l'accusait de corruption et de détournement de fonds.
 - À titre d'illustration, voir la [vidéo de Joe Biden](#) se vantant d'avoir forcé la main du Président ukrainien.
 - Voir aussi cet article de journaliste d'investigation John Solomon : [*Latvian government says it flagged 'suspicious' Hunter Biden payments in 2016.*](#)
 - Sur la corruption du clan Biden, lire le livre de Peter Schweizer, publié en janvier 2020 : [*Profiles in Corruption: Abuse of Power by America's Progressive Elite.*](#)
- Oui, il y a eu « *quid pro quo* » dans l'affaire ukrainienne, mais ce fut lorsque l'ambassadrice américaine en Ukraine, nommée par Barack Obama, a fait pression sur les autorités ukrainiennes pour qu'elles n'enquêtent pas sur

¹² *How The Obama Administration Set In Motion Democrats' Coup Against Trump*

certaines personnalités américaines (dont Georges Soros¹³ et Hunter Biden) et ukrainiennes (dont le président de *Burisma*) proches des Démocrates dans des **affaires de corruption et d'enrichissement personnel**.

26. Qu'à de nombreuses reprises, le clan Clinton, alors qu'Hillary Clinton était membre de l'administration Obama, a reçu de l'argent d'oligarques Russes et Ukrainiens en échange de faveurs politiques et/ou économiques.

- Sur ce sujet, lire le livre ou voir le documentaire [Clinton Cash](#).
- Concernant l'Affaire Uranium-One, voir notre point 13 ci-dessus.

27. Que la quasi-faillite de la *Clinton Foundation* est due en grande partie au tarissement des sources illégales ukrainiennes depuis que Trump est arrivé au pouvoir.

28. Quel fut le **rôle de l'ambassade américaine en Ukraine**, à la fois dans le *Russiagate* et dans l'affaire ukrainienne :

Nous montrerons que l'ambassadrice américaine en Ukraine avait un parti pris anti-Trump dès les élections présidentielles américaines et qu'elle a participé activement au *Russiagate* puis à l'affaire ukrainienne. Et que, par conséquent, Donald Trump avait raison de renvoyer l'ambassadrice. Nous montrerons également que renvoyer un ambassadeur, même sans motif, ne constitue pas un « abus de pouvoir » comme cela a pu être reproché à Donald Trump (Obama avait d'ailleurs usé de ce droit à loisir lorsqu'il était Président).

Nous montrerons également que l'ambassade américaine en Ukraine a protégé Joe Biden et son fils en empêchant des témoins ukrainiens d'aller témoigner contre lui dans l'affaire de la société *Burisma*, en leur refusant les visas nécessaires pour se rendre aux États-Unis.

29. **Comment les clans Biden et Kerry ont utilisé leur charge officielle pour enrichir leurs proches en leur permettant d'obtenir des contrats très lucratifs en Ukraine, en Chine ou encore en Roumanie** depuis plus d'une décennie et tout particulièrement sous la présidence d'Obama :

- Sur ce sujet, si vous êtes pressés d'en savoir plus, nous vous conseillons la lecture de [Secret Empires](#) du journaliste d'investigation Peter Schweizer.

30. **Quels sont les liens entre *Burisma* (la société ukrainienne pour laquelle travaillait Hunter Biden, le fils de Joe Biden) et la *Clinton Foundation***. On pourrait résumer les choses ainsi :

¹³ [US Embassy pressed Ukraine to drop probe of George Soros group during 2016 election](#)

- a. L'administration Obama envoyait des fonds à l'Ukraine pour son développement économique (après avoir participé largement à sa déstabilisation) ;
- b. *Burisma* volait une partie substantielle de cette aide et blanchissait l'opération avec l'aide des Biden (père et fils), des Kerry et de la *Clinton Foundation* ;
- c. La *Clinton Foundation* faisait remonter une partie des fonds siphonnés par *Burisma* au parti Démocrate pour financer les campagnes électorales de ses partisans (notamment à travers des mini-donations passant par le site ActBlue).

--

PARTIE 4

LE RÔLE DES MÉDIAS

Dans cette quatrième partie, nous démontrerons :

31. Que les principaux médias ont sciemment participé à cette opération de déstabilisation en répandant des rumeurs et propageant des mensonges sur le compte du Président Trump, de son entourage et de ses soutiens politiques (en recourant, à satiété, à des sources anonymes à qui l'on peut faire dire tout ce que l'on souhaite) : **nous en recenserons plus de 100.**

- À titre d'exemples (hors *Russiagate* et affaire ukrainienne) :
 - Trump a été accusé par un journaliste d'avoir enlevé le buste de Martin Luther King du bureau ovale de la Maison Blanche (avec photo tronquée à l'appui – il s'agissait de le dépeindre comme « raciste »).
 - Trump a été accusé de soutenir les suprématistes blancs (nous traiterons en détail de l'affaire de Charlottesville tant elle est emblématique du traitement partisan défavorable à Donald Trump de la part des principaux médias américains : le Président a été accusé d'avoir dit que les néo-nazis réunis en août 2017 à Charlottesville étaient des « *fine people* »).
 - Trump a été accusé d'avoir utilisé le « *N Word* » (c'est-à-dire le mot « *Negro* »). L'accusatrice, invitée sur tous les plateaux de télévision lors des élections de mi-mandat de 2018, devait produire la preuve audio du prétendu crime. Plus d'un an après, on attend toujours (l'accusation ressortira peut-être au moment des prochaines élections présidentielles).
 - Trump a été accusé par l'hebdomadaire *Newsweek* d'avoir passé Thanksgiving 2019 à faire du golfe et à twitter, alors qu'il était en Afghanistan en train de soutenir son armée.
 - De prétendus supporters de Trump ont été accusés d'avoir agressé violemment la vedette noire américaine Jussie Smollet, en février 2019. Ces accusations ont tourné en boucle dans tous les médias qui ont insisté sur la responsabilité directe de Trump dans cette attaque odieuse. **Il s'est avéré que l'agression avait été organisée par l'acteur lui-même qui avait payé ses agresseurs appartenant, également, à la communauté noire.** Il s'était donc agi d'une fausse agression destinée à peindre les supporters de Trump sous les traits de dangereux racistes.

- Lire cet article à propos des photos censées illustrer et prouver le caractère immoral de la politique de Trump à l'égard des migrants illégaux (photos datant de l'ère Obama) : [Those photos of immigrant children "caged" by the US? They're from 2014.](#)
- Un dernier exemple, montrant une *couverture trompeuse de Time Magazine* visant à illustrer la politique migratoire de Trump.
- Sur l'état du journalisme aux États-Unis, voir les propos de Ted Koppel, l'un des journalistes américains les plus respectés : [Ted Koppel says Trump 'not mistaken' about 'liberal media,' rips 'Resistance' reporting.](#)
- **Pour un recensement des principales « fake news » propagées par les médias américains en vue de nuire à Trump, voir cet article.**
- Lire aussi ce livre qui recense un certain nombre de mensonges sur le compte de Donald Trump : [The 21 Biggest Lies about Donald Trump \(and you!\).](#)
- Enfin, sur la censure dont les idées conservatrices, mêmes modérées, font l'objet de la part du système médiatique américain, lire : [The Liberal Media Industrial Complex.](#)

32. Que **ces mêmes médias ont relayé de nombreux appels au meurtre du Président** ou à sa destitution par des moyens illégaux, militaires ou violents tout au long de sa présidence. Que, régulièrement, les médias ou les élites culturelles (acteurs, artistes, « stars » en tous genres) se réjouissent ouvertement des attaques physiques violentes perpétrées contre des citoyens américains ayant, par exemple, commis le crime irréparable de porter la casquette rouge de leur Président avec l'inscription du slogan électoral de Donald Trump (« *Make America Great Again* »).

- Trois illustrations, parmi des centaines d'autres¹⁴ :
 - Une représentation théâtrale publique et gratuite de la pièce « [Jules César](#) » de William Shakespeare montrant Donald Trump poignardé à mort (*Public Theater* de New York).
 - La [photo](#) de l'actrice Kathy Griffin tenant la tête sanglante de Donald Trump en 2017.
 - Le [Tweet](#) de Barbara Streisand montrant Trump empalé par un talon aiguille de Nancy Pelosi.

Que ces appels à la violence¹⁵ ou ces légitimations post-violence¹⁶ contre ceux qui soutiennent Trump ont créé les conditions psychologiques qui ont failli coûter la vie à plusieurs Républicains ou conservateurs.

¹⁴ Pour de nombreux autres exemples : [The Liberal Media Industrial Complex.](#)

- On peut citer le cas de [Steve Scalise](#), le *whip* de la majorité à la Chambre des Représentants, gravement blessé après une tentative d'assassinat par un militant anti-Trump.

[News Coverage of Donald Trump's First 100 Days](#)
[Faculty Research Working Paper Series](#)

by

Thomas E. Patterson Harvard Kennedy School

September 2017

Pages 10-11

« CNN and NBC's coverage was the most unrelenting—negative stories about Trump outpaced positive ones by 13-to-1 on the two networks. Trump's coverage on CBS also exceeded the 90 percent mark. Trump's coverage exceeded the 80 percent level in The New York Times (87 percent negative) and The Washington Post (83 percent negative). The Wall Street Journal came in below that level (70 percent negative), a difference largely attributable to the Journal's more frequent and more favorable economic coverage. »

« Fox was the only outlet where Trump's overall coverage nearly crept into positive territory—52 percent of Fox's reports with a clear tone were negative, while 48 percent were positive. Fox's coverage was 34 percentage points less negative than the average for the other six outlets. »

« Trump's news coverage in the three European news outlets tilted strongly in the negative direction. Of the three, the BBC provided Trump with his best coverage, though only in relative terms. BBC's coverage ran 3-to-1 negative over positive. The Financial Times' reporting was roughly 6-to-1 negative over positive. Germany's ARD portrayed Trump in deeply unfavorable terms—98 percent of its Trump-based stories with a clear tone were negative. »

« Trump's coverage during his first 100 days was not merely negative in overall terms. It was unfavorable on every dimension. There was not a single major topic where Trump's coverage was more positive than negative. »

--

¹⁵ Pour un autre exemple voir cet article du *Jerusalem Post*, [« Linda Sarsour calls for Jihad against American government »](#) et l'analyse favorable à Linda Sarsour faite par le *Time magazine*.

¹⁶ Pour une liste (presque) complète des violences contre les supporters de Trump : [Violences de gauche au temps de Trump](#)

PARTIE 5

PROPOS INOPPORTUNS

Dans cette dernière partie, nous nous poserons un certain nombre de questions « politiquement incorrectes » pour mieux comprendre la véritable nature de ce qui se joue aux États-Unis :

- Trump est-il traité de « **tyran** » parce qu'il n'a pas encore, après trois ans de mandat, engagé son pays dans une nouvelle guerre d'envergure, à la différence de tous ses prédécesseurs récents (Obama compris) ?
 - Même si l'hystérie médiatique nous a fait croire, à plusieurs reprises, que nous étions au bord de la troisième guerre mondiale parce que Trump avait bombé le torse face à la Corée du Nord ou avait autorisé l'assassinat ciblé d'un général iranien impliqué dans la mort de nombreux soldats américains.
 - Pour mieux comprendre la « méthode Trump » (son apparente agressivité suivie d'un appel systématique à la négociation), lire son livre, [*The Art of the Deal*](#).
- Trump est-il considéré comme « **dangereux** » par ce qu'il n'a pas ratifié l'Accord de Paris sur le Climat, un traité non contraignant et auquel personne ne croyait et dont l'impact aurait été négligeable sur l'environnement ?
 - Pour rappel, l'Accord de Paris « autorisait » l'Inde et la Chine à augmenter leurs émissions de CO2 au moins jusqu'en 2030, leur permettant de créer une centrale à charbon par semaine pour satisfaire leurs besoins en énergie (au-delà de 2030, les deux pays ne s'engageaient d'ailleurs à rien de précis). L'Afrique, de son côté, n'était soumise à aucun objectif particulier. Ainsi, même si les États-Unis avaient accepté de réduire drastiquement leurs émissions de CO2, et de faire ainsi entrer leur pays dans une période de récession économique, l'effet global aurait été quasiment nul.
- Trump est-il « **malade** » parce qu'il a serré la main de son homologue nord-coréen en vue de calmer les tensions entre les deux Corées ?
- Trump est-il « **raciste** » parce qu'il a permis aux noirs américains de connaître leur plus bas taux de chômage depuis 50 ans et qu'il détourne une partie de l'électorat noir de la « machine » du parti Démocrate ([historiquement le parti esclavagiste et à l'origine du Ku Klux Klan, parti qui veut aujourd'hui maintenir les noirs américains sous sa dépendance psychologique et financière pour s'assurer une clientèle électorale captive](#)) ?
- Trump est-il « **misogyne** » parce que sa politique économique a permis aux femmes américaines de connaître leur plus bas taux de chômage depuis 50 ans ?

- Trump est-il un « **suprématiste blanc** » parce qu'il veut construire un mur à sa frontière sud afin d'empêcher l'immigration illégale et le trafic d'êtres humains, les enlèvements d'enfants, les meurtres et les viols qui vont avec (trafics dont de nombreuses ONG se rendent tristement complices) ?
- Trump est-il un « **psychopathe** » parce qu'il aime négocier avec la Chine un bon accord pour son pays afin de mettre fin aux vols à grande échelle des technologies américaines par les Chinois (avec l'assentiment du *swamp* américain qui en tire de lucratives retombées au détriment des Déplorables) ?
- Trump est-il un « **nouvel Hitler** » parce qu'il s'intéresse à ses *Déplorables*¹⁷ et tente de relancer l'industrie de son pays (secteur économique que les *Mondialistes* souhaitent laisser à la Chine) ?
 - Pour de nombreux exemples où les médias ont relayé et approuvé cet épithète infamant à l'égard de Donald Trump : [The Liberal Media Industrial Complex](#).
- Trump est-il « **idiot** » parce qu'il a refusé de ratifier le *Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement* tant décrié par la gauche européenne ?
- Trump est-il « **islamophobe** » parce qu'il a décidé de retirer son appui aux terroristes islamistes en Syrie qui, avec le soutien de l'Amérique d'Obama¹⁸ et d'Hillary Clinton¹⁹, avaient tenté de renverser le régime laïc de Bachar El Assad en tuant, au passage, femmes et enfants qui appartenaient, notamment, au clan du pouvoir en place ?
- Trump est-il « **détestable** » parce qu'il est trop différent de son prédécesseur, **Barak Obama, qui avait été porté aux nues par les médias du monde entier, alors même qu'il avait** :
 - Soutenu les terroristes islamistes en Libye et en Syrie et largement financé ces conflits sanglants (raison, peut-être, pour laquelle il s'est vu attribuer un Prix Nobel de la Paix de manière préventive) qui ont détruit deux pays et les ont plongé dans un chaos innommable ;
 - Poursuivi sans merci les *whistleblowers* comme aucun président ne l'avait fait avant lui ;
 - À ce sujet : voir le [reportage de CNN](#) (« *War on Whistleblowers?* »)
 - Forcé les journalistes à révéler leurs sources dès qu'il y avait une fuite sous peine de poursuites judiciaires comme aucun président récent ne l'avait fait avant lui ;

¹⁷ Terme utilisé par Hillary Clinton pour désigner les électeurs de Trump lors de la campagne électorale de 2016.

¹⁸ [Further Proof: U.S., UK, & France Committed War-Crime on 14 April 2018](#)

¹⁹ Voir [Hillary Clinton : La reine du Chaos](#) – Un livre de Diana Johnstone, 2015, éditions Delga.

- Espionné et surveillé des journalistes qui enquêtaient sur son administration :
 - Pour un exemple concernant une journaliste d'investigation qui enquêtait sur l'opération *Fast & Furious* (sur cette opération, voir ci-dessous, dernier point) : [Former govt. agent admits illegally spying on Sharyl Attkisson, implicates govt. Colleagues.](#) Vous noterez, que dans cet exemple, nous retrouvons Rod Roseinstein qui a joué un rôle central dans le *Russiagate* et l'affaire ukrainienne.
 - Lire aussi cet article publié dans *The Guardian* : [Obama undermined press freedom. Now he wants a strong media to stop Trump?](#)
 - Extrait de l'article qui fait un bilan de l'attitude de l'administration Obama à l'égard des journalistes et des *whistleblowers* : « *This is an administration that has used the Espionage Act to punish whistleblowers at least seven times. By contrast, before Obama's presidency, the act, in place since the first world war, was used to prosecute government officials who leaked to the media just three times.* » « *This is an administration that has gone after journalists who report on information obtained from leakers by secretly obtaining months' worth of phone records. That spent seven years trying to compel the New York Times' James Risen to reveal his sources. That snooped through Fox News' James Rosen's private emails and accused the reporter of possibly being a "co-conspirator" in order to get a warrant to do so, and to then keep that warrant secret.* »
- Utilisé à outrance les assassinats par drone et bombardé des villages de civils en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie :
 - Sur le sujet, lire cet article de 2011 : [Covering Obama's Secret War: When drones strike, key questions go unasked and unanswered.](#)
 - Ou encore, cet article de 2017 : [Obama's covert drone war in numbers: ten times more strikes than Bush.](#)
- Déstabilisé l'Ukraine en armant des milices néonazies parce que son Président de l'époque refusait de signer un traité de libre échange avec l'Europe qui allait mettre une partie de son économie sous contrôle étranger et la plonger dans une situation difficile à la veille d'élections

présidentielles (privatisations forcées, ouverture des frontières aux produits européens sans contrepartie pour l'Ukraine, etc.) :

- Sur le sujet, voir, notamment, cet article paru dans *The Nation* (une publication de gauche très anti-Trump) : [*America's Collusion With Neo-Nazis: Neo-fascists play an important official or tolerated role in US-backed Ukraine.*](#)
- Avalisé une opération de vente d'armes US à des cartels de la drogue mexicains ([*opération Fast and Furious*](#)).
- Trump est-il tout simplement un « **monstre** » parce qu'il a remporté les élections face à une candidate du système qui devait gagner les élections pour que « tout change et que rien ne change » ?

--

CONCLUSION

En conclusion, nous soumettons à la sagacité de chacun les questions ouvertes suivantes :

- La criminalisation hystérique et permanente de toutes les actions et de tous les propos de Donald J. Trump et plus généralement de toute pensée considérée comme « conservatrice », ne pose-t-elle pas un risque majeur pour les sociétés occidentales et la paix dans le monde ?
- Ce moment « orwellien » ou « stalinien » de l'empire américain ne porte-il pas en lui de nombreuses menaces pour l'avenir de nos libertés et l'idée même que nous nous faisons de la vérité ?
- Comment le **complexe médiatico-industriel progressiste** a-t-il pu nous faire oublier les crimes réels du clan Clinton et nous plonger dans un abîme d'accusations non fondées (le Russiagate et l'affaire ukrainienne) à l'égard du Président Trump ?
- Comment, dans un régime relativement démocratique, une telle subversion des principes est-elle possible ?
- **Ne sommes-nous pas en présence d'une guerre sans merci livrée par les mondialistes contre les souverainistes, guerre non conventionnelle où l'hystérie joue le rôle de catalyseur des troupes disparates de l'attaquant et rend inaudible toute réponse de l'attaqué ?**
- Jusqu'où iront-ils dans leur désir hystérique de se débarrasser du Président Donald J. Trump ?

- Pour comprendre comment le Covid-19 a été utilisé pour déstabiliser le Président Trump, lire ce livre : [*Airborne: How The Liberal Media Weaponized The Coronavirus Against Donald Trump*](#)
- Si Trump ne finit pas comme Nixon, et s'il est réélu, finira-t-il comme Kennedy ? Après l'assassinat politique et médiatique de Donald J. Trump, assisterons-nous à son assassinat physique ?

Dans cette atmosphère d'hystérie collective et de rhétorique haineuse à l'égard de Donald J. Trump et de ses soutiens, tout est possible.

Quel que soit son issue, ce procès politique et médiatique permanent aura des répercussions profondes et durables sur la « démocratie » américaine, qui en ressortira certainement abîmée et meurtrie.

Craignons que la violence et le sang soient au bout de cette hystérie collective sans précédent.

Janvier 2020
(dernière mise à
jour, août 2020)